

L'AFFAIRE DE LA PETITE SAFIA D'ORAN

Verdict le 16 juin prochain

La séance tenue, lundi, dans la salle d'audience du statut personnel, auprès de la cour d'Oran, a été consacrée aux plaidoiries des avocats de la défense des deux parties en conflit, dans le cadre de l'affaire dite de Safia, à savoir celle de la belle-famille et du présumé père algérien de la petite Safia et celle du ressortissant français (François Charbook) réclamant lui aussi la paternité de la petite.

L'objectif de cette séance, comme il a été auparavant noté, était de discuter le jugement d'annulation de la confirmation de l'acte de mariage de la défunte (mère de Safia) et son ex-mari Youcefi Mohamed, et ce, également pour trancher par la

suite la question du volet relatif à la détermination de la paternité de Safia et de sa garde.

Au cours de cette séance, l'avocat de la défense de la belle-famille algérienne de la fillette, sujet du litige, a mis en évidence les différentes anomalies

constatées, sur le plan juridique et religieux, à propos du jugement prononcé par la justice en faveur du ressortissant français (suite au pourvoi en cassation introduit par ce dernier), relatif à l'annulation de l'acte de mariage de la défunte avec Youcefi.

Le même avocat, lors de sa plaidoirie, s'est interrogé sur la validité de l'acte du mariage présenté par Charbook et qui, selon l'avocat, ne répond à aucune condition légale régissant ce genre de procédure.

D'autre part, cet avocat a mis en exergue les dates du mariage

de la défunte avec le ressortissant français, le mois de mai 2005, et la date de la naissance de la petite Safia, mars 2005, et qui prouve, selon ce dernier, la non-paternité du Français.

En réplique, la défense du Français a également donné ses arguments, de même qu'elle a commenté les éléments avancés par la partie algérienne. Au terme des plaidoiries, le président de la cours a ordonné le report du verdict à la semaine prochaine, soit, selon les avocats, au 16 juin.

Ben Aziz

SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'APC DE SKIKDA

Un excédent de 106 milliards de cts au titre de l'exercice 2008

L'Assemblée populaire communale a tenu une session extraordinaire lundi dernier. Elle a été réservée au compte administratif au titre de l'exercice 2008 et à l'adoption de 13 projets de délibérations.

Le premier, qui a eu la part du lion, reflète la gestion des dépenses/recettes de l'année écoulée. Il en ressort un excédent de l'ordre de 1 060 155 800,57 DA (un peu plus de 106 milliards de cts). Selon le rapport présenté aux élus, on mentionne des recettes globales de l'ordre de 3 084 483 933,73 DA, un excédent au titre du budget supplémentaire estimé à 417 057 760,75 DA, ce qui en résulte un total de 3 501 496 754,48 de DA. D'autre part, les dépenses au titre de l'exercice passé sont évaluées à 2 257 701 421,00 DA avec un reliquat de l'ordre de 183 639 532,91 DA, soit un excédent à consommer dans le cadre du BS 2009, comme déjà rapporté, de plus de 106 milliards de cts.

Les raisons invoquées sont liées au retard qu'a accusé l'approbation par la tutelle du budget supplémentaire 2008 «adopté par l'assemblée en juillet 2008, le BS ne le sera par la tutelle communale qu'en novembre, à quelques jours de la clôture de l'exercice annuel», expliqueront en ch?ur le maire et le vice-président chargé du personnel et des finances, ainsi que celui des affaires sociales.

Les élus n'en seront convaincus qu'à moitié. Quelques-uns ont, avec justesse, demandé que, dorénavant, il ne faut pas se laisser faire,

«c'est un argument valable, mais on n'aurait pas dû accepter que les choses arrivent à cette situation, désavantageuse», dira l'un d'eux. «Dorénavant, un mois après la non-réponse de la tutelle, il faut les alerter par voie de correspondance», déclara un deuxième. Un blocage administratif dont en a pâti l'APC et, d'une manière générale, la population locale. D'ailleurs, en matière de réalisation, on enregistre 53,87% de taux d'avancement des projets. La ville est toujours touchée de plein fouet par la dégradation de son réseau routier et par l'insalubrité publique, et ce, pour ne relever que deux faits des plus importants. En deuxième lieu, l'assemblée a eu à adopter 13 projets de délibération, dont un pour la réalisation d'un dépôt de stockage et de transit du bitume au niveau de l'entreprise portuaire de Skikda au profit de la société Nord Afrique (la société des travaux de Constantine).

Des onze autres, contentons-nous des plus importants. L'approbation d'un montant de 1,2 milliard de cts destinés à couvrir des charges exceptionnelles, à parts égales pour des salaires et des frais sociaux ; 2 milliards de cts pour régulariser les entreprises chargées du ramassage des ordures, la réservation de 2,5 milliards de cts, 1,5 milliard de cts pour l'acquisition d'accessoires pour l'éclairage public et 1 milliard répartis équitablement pour l'acquisition du matériel destiné à l'entretien des établissements scolaires et les infrastructures communales, l'inscription d'une enveloppe financière de 680 244 060 DA, la réservation de 1,4 milliard de cts pour le comité

des œuvres sociales dans le cadre du plan d'action relatif à la saison estivale et la rentrée scolaire 2009/2010 et d'une autre de 11,7 millions de cts destinés aux indemnités des personnes âgées au cours de l'exercice passé.

A signaler, également, l'attribution de deux marchés de réalisation d'éclairage public sur la partie extérieure des arcades, avenue Didouche-Mourad, et l'avenue Bachir-Boukadoum (le faubourg), pour respectivement 19 et 10 millions de cts, et un délai de réalisation de trois mois pour les deux. Il a également maintenu les taxes d'assainissement en vigueur durant la précédente APC, et qui étaient de l'ordre de 500, 1 000, 5 000 et 10 000 DA, pour quatre catégories, à savoir les locaux à usage d'habitat, les locaux à usage artisanal et professionnel, les terrains aménagés pour les campings et les locaux commerciaux à usage industriel et commercial.

Le débat dans la salle a été, comme de coutume, tout juste moyen et semble s'inscrire dans la redondance. Les élus, à chacune de leur sortie, relèvent la mauvaise coordination entre l'exécutif et la salle, et demandent toujours qu'il soient munis des documents annexes leur permettant de bien cerner les projets de délibération qui leur sont proposés pour adoption. «Nous sommes toujours devant le fait accompli» est la formule qui sied à merveille à cette situation.

Zaid Zoheir

MILA

Le statut particulier du secteur des forêts fin prêt

De source syndicale, nous apprenons qu'une nouvelle mouture de statut particulier applicable aux personnels du corps spécifique de l'administration des forêts sera transmise incessamment à la direction générale de la Fonction publique pour approbation, après celle concoctée, en 2008, par une commission de la direction générale des forêts, sans consultation préalable du partenaire social, et qui a fait l'objet d'un retrait pour enrichissement après la montée au créneau du conseil national du SNFA, réuni à Alger au mois de novembre dernier.

Cette nouvelle mouture est l'œuvre, selon les responsables du syndicat national des forestiers et assimilés, d'un travail conjoint effectué par les représentants du personnel forestier et ceux de l'administration forestière. A cet

effet, des assises régionales ont été tenues et des amendements répondant aux préoccupations et aspirations légitimes des forestiers ont été apportés au nouveau document qui tient compte de toutes les spécificités

du secteur, à l'instar de tous les autres corps constitués. Les forestiers, qui ont patiemment attendu la promulgation d'un statut digne de leur noble mission, font toujours preuve, par le biais de leur syndicat, de vigilance, de mobilisation et d'engagement pour défendre leurs droits et accomplir leurs missions dans des conditions idoines, en ?uvrant avec force et détermination à redynamiser la stratégie de développement sectoriel et contribuer avec efficacité à la relance et la réussite des plans et programmes inscrits à l'actif du secteur, entre autres, l'ambitieux programme du renouveau rural,

piloté par le ministère de tutelle.

L'espoir pour les forestiers de se réapproprier un secteur qui leur a longtemps échappé, qui a souffert de marginalisation, d'errements et de graves déviations d'ordre stratégique, est plus que légitime. En faire un outil moderne et efficace dans les innombrables missions qui lui sont dévolues demeure une préoccupation de première importance pour les uns comme pour les autres, d'autant plus que tous les ingrédients sont réunis ou presque. La balle est dans le camp des pouvoirs publics.

A. M'haïmoud

TÉBESSA

L'ambassadeur de Tunisie en visite dans la région

L'ambassadeur de Tunisie a été l'hôte de la ville de Tébessa dimanche dernier. Il a été reçu par le wali. Une réunion de travail a été programmée entre les entrepreneurs et les investisseurs de la wilaya et leurs homologues tunisiens activant dans la région, en présence du responsable de la Chambre de commerce régional. La coopération dans les différents créneaux, économique, agricole et social, et leur priomotion ont été au centre des discussions.

Par ailleurs, le P-DG des mines du Liberia s'est rendu à la mine de l'Ouenza où il a eu des entretiens avec son directeur en vue d'une coopération dans ce secteur.

Un mort dans l'explosion d'une bombe

Une bombe a explosé dimanche dernier au passage d'un véhicule léger dans la bourgade de Hassayet El-Kram, commune de Negrine, à 160 km au sud du chef-lieu, causant la mort sur place du conducteur, âgé de 33 ans. La puissante déflagration de l'engin a été entendu à plus de 10 km et a jeté l'émoi et la consternation au sein de la population.

Saâdallah Djamel

OUM EL-BOUAGHI

Les imams se consacrent à l'enseignement d'un islam scientifique

Les imams de la ville de Aïn-Beïda se sont organisés autour d'un riche programme d'enseignement religieux. A cet effet, la mosquée El-Atik est retenue pour regrouper les fidèles chaque jour après la prière du maghreb pour assister à des conférences portant sur des thèmes scientifiques de la religion. Des docteurs spécialisés interviennent chacun dans son domaine suivant un programme préétabli et diffusé à tous les fidèles. Selon M. Benyerbeh N., docteur en sciences islamiques, cette initiative est née suite à des concertations des imams de la ville des Haractas qui veulent faire de la mosquée un lieu de la science et de la culture islamiques. Ces conférences seront élargies aux étudiants universitaires qui participeront au concours organisé par les initiateurs. La diffusion de l'information par les imams lors des prêches du vendredi a drainé une assistance appréciable de fidèles qui assistent assidûment aux conférences. De l'avis d'un fidèle, «beaucoup de gens font la prière, mais en matière d'éducation et de comportement, on est très loin de l'islam». A rappeler que la ville de Aïn-Beïda a vu naître de grands oulémas à l'image de Boukeffa, Zemmouchi, Zinal, Mohamed Laïd pour ne citer que ceux-là.

Moussa Chtatha